

Déchets : un collectif créé pour a strategia zeru frazu

Il a été porté sur les fonts baptismaux hier à Ghisonaccia, en présence de Jean-François Bernardini et de militants d'associations environnementales. Objectif : peser dans le débat autour du concept zéro déchet, zéro gaspillage

Eux, ils n'ont pas attendu la fermeture officielle du centre d'enfouissement de Tallone pour monter au créneau. L'agitation actuelle autour de la problématique des déchets en Corse a même tendance à les faire sourire. Les bases du collectif qui est né hier à Ghisonaccia, ils les avaient lancées le 30 mai dernier au cours d'une réunion à Riventosa. Et pour tous ceux qui le composent, a strategia zeru frazu, qu'ils viennent d'officialiser est déjà un combat de longue haleine.

Jean-François Bernardini, de l'AFC Umani et Colette Castagnoli du collectif contre l'incinération, ont porté la parole de dix associations et d'une municipalité (voir par ailleurs). A leurs côtés, Jacques Muller, ancien sénateur alsacien, est venu étayer leurs propos du fruit d'une expérience réussie dans sa région.

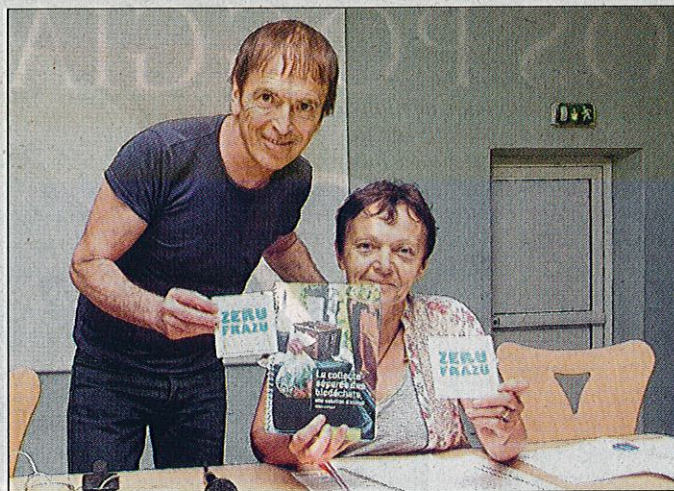
La solution : la collecte séparative à la porte

"Notre démarche est un élan citoyen qui s'inspire d'ailleurs de la stratégie zero waste qui existe depuis 30 ans dans d'autres régions et pays, a lancé en préambule le chanteur d'I Muvrini. Et si nous ne sommes pas tous des

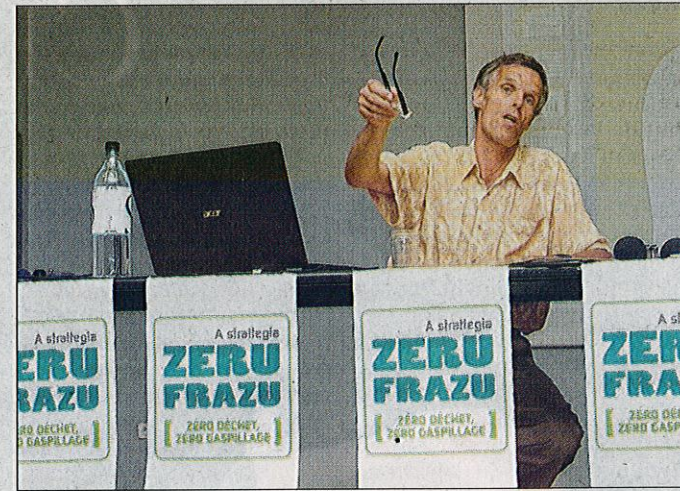
spécialistes en matière de déchets, nous, nous sommes allés voir ailleurs. Et des expériences réussies, il y en a des dizaines !" Leur credo : la collecte séparative à la source. Ou à la porte. Rien à voir avec le tri sélectif, une notion à gommer définitivement selon Colette Castagnoli. "Ces mots-là, il faut les oublier. De toute façon, ça ne marche pas et l'exemple de la Corse le prouve. A oublier également le tri mécano-biologique, une fausse piste proposée par les industriels. Et qui ne donne jamais de bons résultats non plus. Une piste d'ailleurs abandonnée partout que l'on nous vend ici comme la solution miracle !"

Eux, de solution, ils n'en voient qu'une : le tri des déchets par flux directement à la maison. Avec une incitation financière basée sur une maxime simple et efficace : "Plus je trie, moins je paye".

C'est cette notion que Jacques Muller a défendue, avec des exemples, des schémas et des chiffres à l'appui. Des arguments qu'il devait reprendre un peu plus tard, dans la même salle des fêtes de Ghisonaccia, au cours d'une réunion publique. Jean-François Bernardini, lui n'a pas mâché ses mots. Fustigeant ceux qui en Corse n'ont



Jean-François Bernardini et Colette Castagnoli, accompagnés de Jacques Muller ont présenté la stratégie Zeru frazu.



/ PHOTOS STÉPHANE GAMANT

pas pris la mesure de cette problématique alors qu'ils sont censés y travailler depuis des années. Rapport de la chambre régionale des comptes à l'appui, il a été particulièrement virulent à l'encontre du Syvadec. "Ce qu'on lit dans ce rapport témoigne de l'obscurité de notre société. Plutôt que de tri, on devrait parler de trafic de déchets !", s'est-il insurgé. Vous l'aurez compris, U colletivu per une strategia zeru frazu entend bien peser dans le débat actuel. Avec force et conviction.

I.V.

Onze associations et une municipalité unies dans la même cause

Le collectif se compose d'associations de défense de l'environnement, de l'AFC Umani et d'une municipalité, celle de Riventosa en l'occurrence. Le collectif contre l'incinération et pour une saine gestion des déchets, l'association Una lenza dà annacquà, le Garde, U Marinu, l'associu per l'Arena, U Levante, U polpu, ABCDE, Aria Linda et Bouge ta Corse étaient déjà rassemblés le 30 mai dernier à Riventosa. Leur objectif : multiplier les actions pédagogiques, les réunions publiques, les communications. Et s'ils se réjouissent - un peu ironiquement - de voir les élus reprendre - presque - les mêmes arguments qu'eux -, ils préviennent d'emblée : ils seront là comme des sentinelles. "Les paroles en période de crise ne suffisent pas. C'est maintenant des actes que nous attendons. Les décideurs doivent se positionner et le faire fermement. Des solutions alternatives existent. À nos décideurs de prendre leurs responsabilités !"